

Intervention « pour l'instant française » au Mali

L'Europe, comme souvent toute forme d'organisation, avance souvent grâce aux crises. Comme je l'ai déjà longuement exprimé dans les articles sur le fédéralisme, la confiance passera sans doute par la défense. Dans la continuité des solutions trouvées en matière économiques il peut être intéressant de profiter de l'intervention au Mali pour se poser la question du modèle fédéral à adopter et de savoir si l'Europe serait intervenue aussi rapidement, voyant le risque s'aggraver, le jour où elle changera de gouvernance. J'en doute pour demain vu le peu d'entrain des pays déjà fédéraux à vouloir y travailler.

Par François CHARLES

Président de l'IRCE, expert défense, ancien responsable d'affaires internationales à la DGA

Il n'est pas question de remettre ici en cause cette intervention approuvée très largement, insérée dans une décision du conseil de sécurité de l'ONU de décembre, même si elle s'est orientée un peu différemment devant la précipitation des événements. Il n'est pas question non plus de parler de la Mauritanie et de son échec, rappelant un peu celui des étasuniens en Iran.

Combien de personnes ont entendu pour l'instant parler de l'Europe dans cette

crise ? Il est vrai que les communiqués parlent d'une force africaine (Sénégal Cote d'Ivoire, Burkina...) logistique européenne (Allemagne et R. Uni) mais également américaine en logistique et renseignement. Il est vrai que nous n'avons pas non plus entendu parler de l'OTAN mais il est vrai que les Etats-Unis sont plus orientés vers l'Asie désormais. Il a donc été sans doute plus facile de décider de cette intervention sans le veto réactif de la Russie et de la Chine. Mais n'oublions pas non plus que si l'Afrique a des minéraux, ce pays asiatique est un des premiers investisseurs en terres agricoles et n'a peut être pas envie de voir la révolte s'étendre sur la cote est. Mais peut être ne fallait-il pas en parler pour que cela avance ou à considérer que l'Europe reste donc économique et juridique ?

Qui a entendu le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, vice président de la Commission, et président et mandataire du Conseil «affaires étrangères» avec pouvoir important même d'initiative et promoteur de la cohérence de la politique extérieure de l'Union et de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC)? Qui a entendu le secrétaire général exécutif du Service Européen d'Action Extérieure, véritable service diplomatique ?

Peut être a-t-on considéré qu'il s'agit d'une affaire « africaine », voire française ? Même si notre pays possède des forces pré positionnées, c'est oublier qu'intervenir au Mali fait aussi partie de la politique de voisinage et de sécurité européenne pour endiguer les risques de terrorisme en Europe mais aussi de flux migratoires. Dans une interview sur France 3, le député européen Arnaud Danjean, président de la sous-commission défense du parlement européen, est un des rares à parler de mission d'assistance militaire européenne qui devrait se déployer au Mali. Il déplore hélas une certaine lenteur dans le travail et la prise de décision même si « une certaine prise de conscience existe » sur cette zone plutôt d'intérêts français. Il est vrai que la communauté malienne est la plus importante en France.

Le Constat est qu'il faut une Europe politique avec un président élu au-delà de la nomination du haut représentant actuel. Nous devons vraiment nous poser la question d'une défense unique et permanente ou de circonstance, sachant intégrer les petits pays, au-delà de l'Eurocorps, avec des forces complémentaires et segmentées dans leurs missions, leurs identités et leurs équipements développés et maintenus par des agences remodelées et efficaces.